Vanackere pour des élections "paisibles, transparentes et justes" au Burundi

Le chef de la diplomatie belge, Steven Vanackere, a invité dimanche soir les autorités burundaises à organiser cette année des élections "paisibles, transparentes, justes et correctes" dans ce petit pays d'Afrique centrale émergeant d'une longue guerre civile. "Elles doivent se faire dans les meilleures des conditions, pour le Burundi et pour fortifier l'image du Burundi sur la scène internationale", a-t-il dit lors d'un discours empreint de fermeté et prononcé dans les jardins de la résidence de l'ambassadeur de Belgique à Bujumbura, devant un parterre de responsables burundais, dont plusieurs ministres.

Le Burundi doit organiser des élections générales entre mai et septembre prochains, le premier tour de la présidentielle étant fixé au 28 juin. M. Vanackere a aussi appelé le gouvernement burundais à lutter contre l'"intimidation" dont les partis d'opposition affirment être victimes. Le ministre burundais des Affaires étrangères, Augustin Nsanze, a, en réponse aux propos de son homologue belge, assuré que ces scrutins seront "paisibles et démocratiques". M. Vanackere a rappelé que Bruxelles et Bujumbura avaient conclu en octobre dernier un Programme indicatif de coopération (PIC) par lequel la Belgique s'engage à aider le Burundi à hauteur de 150 millions d'euros au cours de la période 2010-2013 - ce qui en fait le premier donateur bilatéral. Cinquante millions d'euros "conditionnels" sont également prévus, mais sont liés à la réalisation de certains objectifs, comme la tenue des élections, a-t-il ajouté, soulignant qu'il s'agirait alors d'un triplement de l'effort envers le Burundi. Deux millions d'euros sont aussi prévus pour le financement des élections, dont le coût global est estimé à plus de 45 millions de dollars. M. Vanackere a rencontré dès son arrivée à Bujumbura, dimanche soir, le premier vice-président Yves Sahinguvu et devrait s'entretenir lundi matin avec le président Pierre Nkurunziza. Il a aussi rencontré des représentants des nombreux partis politiques que compte le pays. Le Burundi, administré par la Belgique durant une quarantaine d'années, tente depuis 2006 de sortir de treize ans d'une guerre civile qui a fait au moins 300.000 morts. Bujumbura est la dernière étape d'une tournée dans la région des Grands Lacs que le chef de la diplomatie belge a entamée lundi dernier et qui l'a déjà conduit en République démocratique du Congo (RDC) et au Rwanda. Son retour en Belgique est prévu lundi soir.